

# Cap-Haïtien ou comment construire le risque d'inondations en une décennie

Gracia Joseph GRACIUS<sup>1,2</sup>, Pierre OZER<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Institut Inter-Américain de Coopération pour l'Agriculture, Port-au-Prince, Haïti, [jgracia910@yahoo.fr](mailto:jgracia910@yahoo.fr)

<sup>2</sup> Département des Sciences et Gestion de l'Environnement, Université de Liège, Belgique, [pozer@ulq.ac.be](mailto:pozer@ulq.ac.be)

## Introduction

Cap-Haïtien, ville située au Nord d'Haïti, connaît une multiplication sans précédent des inondations. Alors que certains observateurs sont tentés de blâmer les conséquences du changement climatique, nous tentons ici de démontrer que l'absence totale d'aménagement du territoire, la dégradation de l'environnement, l'inexistence de bonne gouvernance et l'exode rural sont les principaux ingrédients de la création d'un risque jadis exceptionnel.

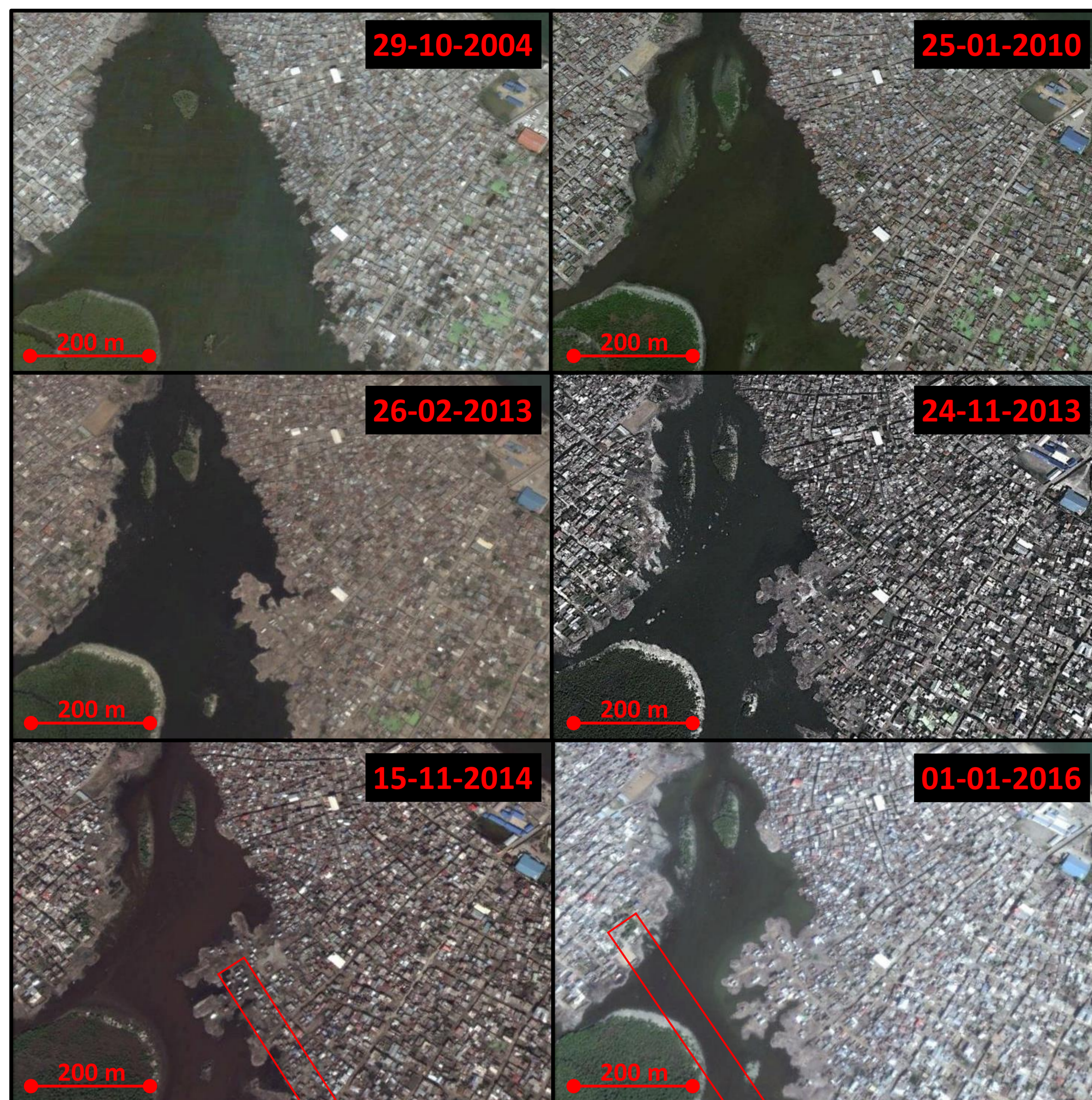
## Objectifs

- Analyser l'évolution de l'expansion urbaine dans deux milieux humides (la rivière Haut-du-Cap et la mangrove à Petite-Anse) de 2004 à 2016.
- Evaluer la perception du risque d'inondation par les populations locales.

## Méthodes

- La dynamique d'expansion urbaine est analysée au moyen de 23 images à très haute résolution spatiale disponibles en *open access* sur *Google Earth* entre 2004 et 2016.
- Des enquêtes ont été administrées à 50 répondants vivant dans les zones récemment loties (voir zones ci-après) lors d'une mission sur le terrain en avril 2016.

## Résultats



Evolution diachronique à partir d'images satellitaires haute résolution (*Google Earth*) et photographies contemporaines des rives de la rivière Haut-du-Cap (gauche) et de l'affectation du sol dans la mangrove à Petite-Anse (droite).



Ces illustrations montrent la dynamique de l'occupation des sols à Cap-Haïtien sur une dizaine d'années. L'extension urbaine se réalise essentiellement sur des remblais dans l'estuaire de la rivière Haut-du-Cap ou encore au détriment de la mangrove. En conséquence, ces nouveaux résidents sont périodiquement victimes des inondations. Interrogés sur le terrain, il appert que 80% de ces habitants sont issus de l'exode rural et se sont installés à Cap-Haïtien au cours des dix dernières années, que 82% et 60% vivent respectivement sous le seuil de pauvreté (<2 USD/jour) ou d'extrême pauvreté (<1 USD/jour), et que 42% sont illettrés. De ce fait, la méconnaissance du risque d'inondation, la pauvreté et le faible niveau d'éducation sont autant de paramètres qui participent à la vulnérabilité de ces nouveaux habitants. Ainsi, 78% des répondants affirment avoir été dramatiquement inondés au moins à trois reprises depuis leur installation (soit au maximum depuis 2004).

## Conclusion

Les enquêtes de terrain ont révélé que la majeure partie des personnes nouvellement installées dans certaines zones hautement exposées au risque d'inondation à Cap-Haïtien proviennent des régions rurales limitrophes. Leurs déplacements sont motivés par la « recherche d'une vie meilleure ». Mais ils déchantent rapidement car les inondations récurrentes plongent ces populations dans une précarité aggravée. Quant aux autorités, elles se rendent coupables de ne pas appliquer les normes nationales relatives aux constructions en zones à risques d'inondation et l'inexistence de politique d'aménagement du territoire met en péril la survie de centaines de ménages par an. Dans ce cas précis, il semble évident que les inondations de plus en plus fréquentes ne sont pas dues aux effets du changement climatique mais plutôt que la gouvernance chaotique crée toutes les conditions pour la « construction » du risque.